

**CIBLE**

## Réactions

**F**ace aux mouvements de grève, Nicolas Sarkozy et François Fillon ont le soutien de l'opinion des sondés : pour les grands médias, le fait est indiscutable et entraîne toute une série de réflexions hostiles au syndicalisme agrémentées d'images de braves gens en colère dont Daniel Schneidermann a démontré le caractère manipulateur.

Mais les mêmes médias diffusent – sans commentaires cette fois – un autre fait non moins indiscutable : depuis plusieurs semaines, Nicolas Sarkozy et François Fillon sont en nette baisse dans les sondages.

Les deux indications ne sont pas nécessairement contradictoires : on peut être contre les grèves et se montrer déçu par des hommes qui ne règlent pas assez rapidement la question. On peut aussi pester contre les grèves le matin parce qu'on est bloqué dans les embouteillages et se déclarer solidaires des travailleurs en lutte quelques heures plus tard.

Les sondages saisissent la réaction immédiate d'une personne qui est capable d'émotions successives et de réflexions diverses : c'est perdre son temps que de tenter de les interpréter.

## BELGIQUE

# Péril sur le royaume

### Histoire

## Mazarin méconnu

p. 10

### États-Unis

## Illusions sur Hillary

p. 5

# Base déterminée et syndicats mous

**Lorsque, en septembre dernier, François Fillon déclare sur une radio que la réforme des régimes spéciaux de retraite est prête et qu'il n'attend plus que le feu vert du Président de la République pour la lancer, il n'y va certainement pas sans la certitude qu'elle aboutira.**

Parmi ces certitudes, figure probablement l'engagement de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, de canaliser les mécontentements et de ne rien faire de sérieux qui puisse faire échouer le projet du Premier ministre. Dans la foulée, le locataire de Matignon se ménage les faveurs de la CFDT. En dédommagement de leur compréhension, cégétiste et cédétistes obtiennent vraisemblablement l'assurance que la future réforme de la représentativité syndicale leur sera favorable. Il ne s'agit là que de suppositions, mais elles se fondent sur ce qui s'est passé en 2003, à l'occasion de la réforme des retraites, et les liens noués, à l'époque, entre l'actuel chef de gouvernement, alors ministre du Travail, Bernard Thibault et François Chérèque.

Cette stratégie - gagnante pour le gouvernement - de connivence entre un ministre et un dirigeant syndical avait également été adoptée par Nicolas Sarkozy, ministre de l'Économie en 2005, pour faire passer l'ouverture du capital d'EDF et de Gaz de France avec l'aide probable de Denis Cohen, secrétaire général de la fédération CGT de l'Énergie. « *La grève est finie à EDF et à GDF, c'est la preuve que le scénario prévu n'est pas si mauvais que ça* », faisait, par ailleurs, remarquer un proche du dossier cité par l'AFP le 16 novembre. Si cette issue se généralisait, Nicolas Sarkozy, le Premier ministre, le ministre du Travail, la CFDT et la CGT sortiraient grandis du conflit. Les premiers pour avoir montré qu'ils tenaient les promesses de campagne et prouvaient leur capacité à réformer le

pays. Les seconds pour avoir fait preuve de réalisme et de responsabilité.

Mais c'était sans compter la mobilisation, du moins à la RATP et à la SNCF, d'une base résolument hostile à cette réforme qui les prive de leur statut et contient en germe une baisse considérable de leur pension. C'était, aussi, sans compter le réel pouvoir de mobilisation de Sud Rail et sa percée chez les cheminots. Loin des jeux d'appareil, cette organisation, la deuxième à la SNCF, relaie les préoccupations de la base, mécontente des hausses de prix, des maladresses du président de la République, de l'arrogance de la classe dirigeante. En outre, depuis le début, elle rejette la totalité de la réforme, appelant même à un retour aux 37,5 ans de cotisation dans le privé, et refuse d'entendre

parler de négociation. D'autant qu'il n'y a rien à négocier, puisque le gouvernement refuse catégoriquement de revenir sur les 40 annuités de cotisation, l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires, et l'instauration d'un système de décote pour les agents qui partirait à la retraite avant 60 ans. Ne resteraient à discuter dans chacune des entreprises concernées que des points secondaires comme la spécificité des métiers, les avantages familiaux ou encore un éventuel complément retraite.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, il est trop tôt pour savoir quelle sera l'issue du conflit. Mais si le gouvernement et ses complices syndicaux parviennent à imposer la négociation, ils auront fait un nouveau pas dans la déconstruction de l'édifice social bâti entre 1945 et le début du septennat de François Mitterrand. Il ne lui restera plus, dans le cadre de la deuxième phase de la réforme du régime général de retraites début 2008, de fixer un cadre général, comme il l'a fait avec les régimes spéciaux, et de laisser se dérouler des négociations en entreprise. Ce serait, alors, la porte ouverte à l'augmentation de la durée de cotisation, la diminution des pensions et, pour y remédier, à la privatisation de l'assurance vieillesse, notamment avec la multiplication des plans d'épargne entreprise.

Nicolas PALUMBO

**royaliste**   
BIMONATHE - DIRECTEUR POLITIQUE BERNARD HENRI LÉVY

SOMMAIRE : p.2 : Base déterminée et syndicats mous - p.3 : La Justice à la mode Dati - p.4 : La voûte et la clef - p.5 : SarkoHillary - p.6/7 : Lettre ouverte à Anicet Le Pors - p.8 : Un spectaculaire fiasco - Le glas de la démocratie - p.9 : Pourquoi il faut lire l'ilek - p.10 : Pierre Pujo - Mazarin le méconnu - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Il n'y a pas de Président.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0509 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# La Justice à la mode Dati

**Rachida Dati apparaît comme l'une des plus fidèles élèves de Nicolas Sarkozy dont elle retient parfaitement les leçons : comme lui, elle a envahi les médias et fait la une de la presse *people*. Interrogeons-nous sur les méthodes qu'elle adopte et sur la pertinence de la politique qu'elle mène à la Chancellerie au nom du président de la République.**

La méthode apparaît simple voire même sommaire : elle est celle adoptée de manière assez générale par le gouvernement Fillon. Le Président fixe des objectifs à atteindre, on établit un calendrier le plus serré possible pour faire aboutir la réforme envisagée, on crée un comité Théodule censé y réfléchir et surtout pour montrer que l'on pratique une concertation.

**Premier exemple appliqué à la justice :** la future loi pénitentiaire. En juillet dernier, le garde des Sceaux avait installé un *comité d'orientation restreint* (COR) chargé de réfléchir à l'avenir de nos prisons surpeuplées. Ses 27 membres (magistrats, éducateurs, représentants de l'administration pénitentiaire et avocats) ont planché comme ils ont pu, à raison d'une réunion chaque semaine tout l'été. Pressés par le Ministre, ils ont finalement remis le 22 octobre une liste de cinquante-cinq préconisations, non sans déplorer un délai trop court pour réaliser un travail approfondi. Début novembre, ils déposaient un rapport rédigé dans la précipitation donnant du monde carcéral un bilan particulièrement sombre. Toutefois le COR préconise des mesures tout à fait pertinentes à propos du lien entre le détenu et ses pro-

ches en proposant par exemple la « *reconnaissance d'un droit effectif de visite de la famille, au moins une fois par semaine y compris pour les détenus en quartier disciplinaire* ». Il a également réfléchi à de nouveaux outils en matière d'aménagement des peines avec tout d'abord « *l'assignation à résidence avec placement sous surveillance électronique* ». Enfin, il suggère que la situation de chaque condamné soit systématiquement examinée à mi-peine afin de savoir s'il peut ou non bénéficier d'une libération conditionnelle. Pour l'instant, Mme Dati, se montre très prudente sur ces préconisations et ne dit rien du contenu de la future loi pénitentiaire.

**Deuxième exemple de la méthode Dati :** la réforme de la *carte judiciaire*. Il s'agissait d'une promesse de campagne du Président. Dès juin 2007, Rachida Dati avait installé en grande pompe un *comité consultatif* rassemblant des professionnels du droit. Tout l'été, les services de la chancellerie organisaient dans les ressorts des cours d'appel une concertation avec les professionnels du terrain. Ils actualisaient également les projets prévoyant la redistribution des contentieux notamment entre les actuels tribunaux d'instance et les tribunaux de grande instance pour envisa-

ger des juridictions d'un troisième type regroupant la totalité de contentieux à juge unique en matière civile et pénale.

À la rentrée, la réforme de l'organisation judiciaire rejoignait les cartons, et les projets ambitieux de réforme de la carte judiciaire étaient abandonnés sous la pression notamment des élus et des professionnels du droit. Madame Dati privilégiait alors une approche pragmatique région par région de la carte judiciaire sans aucune vision d'ensemble. Suite à cette volte face le fameux *comité consultatif* dont l'avis n'avait pas été sollicité s'est auto-dissous : « *cette méthode, contraire à celle qui avait été annoncée, tend à imposer une réforme élaborée sans aucune concertation* » déplore le Conseil national des barreaux (CNB). D'après le sociologue Jacques Commaille (1), « *le gouvernement accouche d'une souris. La réforme est davantage la résultante de contraintes que l'expression d'une volonté. Une réforme de la carte judiciaire doit poursuivre plusieurs objectifs simultanés : un ajustement des fonctions de justice aux évolutions économiques, démographiques des territoires et aux nouveaux moyens de communication* ».

À côté de ces réformes d'ensemble, les projets plus

circonscrits laissent également rêveurs. Tel est le cas notamment de la réforme envisagée des non-lieux pour troubles psychiques. Non sans démagogie, Nicolas Sarkozy a reçu à l'Élysée les familles de l'infirmière et de l'aide-soignante assassinées en 2004 par un schizophrène à l'hôpital psychiatrique de Pau à la suite du non-lieu dont il avait bénéficié en juin 2007. Au mois d'août, il faisait de même avec les proches d'Enis, le petit garçon de 5 ans, qui avait été violé à Bordeaux par un malade en permission de sortie d'un hôpital psychiatrique. Il a sommé Rachida Dati de préparer un texte en quelques semaines qui vient d'être soumis au Conseil d'État. Désormais, le juge d'instruction ne pourra plus accorder de non-lieu sur la base de l'article 122-1 du Code pénal. Seule la chambre de l'instruction pourra le faire et décidera ou non de renvoyer l'auteur atteint de troubles psychiques devant des juges. Il sera rendu un *arrêt de constatation de culpabilité civile de la personne* en cas d'irresponsabilité pénale totale, notion qui laisse très sceptique les juristes car elle mélange des concepts relevant du droit civil et du droit pénal.

Au total, Rachida Dati apparaît totalement prisonnière d'une stratégie présidentielle sur les questions de justice. Stratégie aux contours flottants, à laquelle elle n'arrive pas à donner sa propre marque, préférant cultiver son image dans les médias. Pour sacrifier à la mode du moment, elle veut imposer la parité aux emplois les plus élevés de la hiérarchie judiciaire. Comme ses deux prédécesseurs, elle a décidé de ne pas suivre les avis du *Conseil Supérieur de la Magistrature* pour les emplois du Parquet lorsque cela l'arrange... Dommage pour la justice qui méritait mieux et pour laquelle il y a tant à faire.

Jacques DUCONSEIL

(1) *Le Monde*, 6 novembre 2007, propos recueillis par Alain Salles.

# La voûte et la clef

**On enseigne aux générations d'étudiants qu'en Belgique, le Roi est la clef de voûte des institutions. En architecture, la clef de voûte est la pièce qui permet que les poussées contraires ne fassent pas s'écrouler l'édifice.**

**P**ar sa permanence, son indépendance des partis politiques, des convictions philosophiques et surtout des langues, le Roi peut jouer ce rôle avec efficacité.

En temps de paix politique intérieure, le rôle est serein.

En temps de guerre politique intérieure, le rôle est l'un des plus difficiles du répertoire, car le Roi est constamment exposé aux risques de critiques de mauvaise foi, lui reprochant d'être inutile s'il demeure discret, de quitter le rôle d'arbitre pour endosser celui d'acteur s'il prend des initiatives originales et publiques. C'est pour lui l'alternative du diable : quoi qu'il fasse, une partie du microsystème politico-médiatique le blâmera.

Le 7 novembre, en commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants, le principe de la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1) a été adopté, par la suprématie arithmétique des voix flamandes (majoritaires) contre les voix francophones (minoritaires). Ce vote, qui est une première dans l'histoire parlementaire de la Belgique (un vote langue contre langue) a été la cause d'un séisme politique, qui a notamment provoqué la suspension immédiate des négociations visant à former un gouvernement fédéral de coalition

*orange bleue* (2) issu des élections législatives du 10 juin.

Le 8 novembre, le *Formateur* (3) Yves Leterme (démocrate-chrétien flamand) s'est précipité chez le Roi Albert II pour lui demander : « *que faire ?* ».

Il y a dans le monde politique belge, toutes tendances confondues, une singulière et constante hypocrisie à tenir le Roi à l'écart des négociations lorsqu'elles sont fécondes, et à lui refiler la patate chaude lorsque les négociations achoppent.

Le 8 novembre, le Roi Albert II a fait publier le communiqué suivant :

« *Le Roi a reçu en audience Monsieur Yves Leterme, Formateur, qui lui a fait un sixième rapport sur sa mission. Le Roi lui a demandé de poursuivre sa tâche afin qu'un gouvernement fédéral puisse être rapidement constitué. Ceci est important pour le bien-être de tous les citoyens de notre pays, pour la crédibilité de la Belgique et sa nécessaire cohésion. D'autre part, le Roi recevra les Présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat pour leur demander de prendre une initiative afin d'entamer un dialogue sur la poursuite de l'élaboration équilibrée de nos institutions et un renforcement de la cohésion entre les communautés. Entre-temps, le*

*Formateur aura des entretiens bilatéraux préparatoires avec les quatre chefs de délégations* » (4).

Explication de texte. Le *Formateur* est reconduit dans sa mission, mais le Roi lui enlève les questions institutionnelles, qu'il ne sait manifestement pas résoudre, pour les confier à un groupe de réflexion conduit par les présidents de la Chambre (Herman Van Rompuy, démocrate-chrétien flamand) et du Sénat (Armand de Decker, libéral francophone).

Le Roi constate que la stagnation de la situation provoque un pourrissement des relations entre communautés linguistiques et nuit tant à la bonne marche du pays qu'à son image internationale.

Quels risques prend-il ? Essentiellement deux. Le microsystème peut lui reprocher, en insistant sur la poursuite de la mission du *Formateur*, d'exprimer implicitement une position favorable à la coalition *orange bleue*, donc de *prendre parti*. Il peut aussi lui reprocher, en appelant en renfort les présidents des chambres, de mêler les pouvoirs exécutif et législatif, donc d'obscurcir leur sacrosainte séparation.

Plus réaliste - mais pas plus optimiste - serait de réaliser que Roi agit comme un maire dont la ville subit un incendie d'une rare gravité : il appelle

les commandants des compagnies de pompiers de partout pour unir leurs forces. Son espoir est clair : il s'agit d'activer des personnalités ayant le niveau d'hommes (et de femmes) d'État pour dégager des solutions subtiles à la crise, dès lors que les négociateurs de l'*orange bleue* révèlent des postures rabiques des politiciens primaires qui approfondissent la crise en adoptant, par électoralisme régionaliste et grossier, des positions agressives et inconciliables, au surplus totalement extérieures aux préoccupations des citoyens.

Le fossé entre le microsystème et le Peuple est devenu, lors de la présente crise, un gouffre.

La voûte tient encore, mais l'exacerbation des passions partisans exerce une pression maximale sur la clef.

La Belgique tient à un fil.

---

Henry BARVAUX

(1) L'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde regroupe, par une fiction juridique, la Région de Bruxelles et une petite fraction de la Région Flamande. Cette fiction permet aux francophones (environ 110 000) habitant la fraction flamande de voter pour des candidats francophones aux élections fédérales. Le monde politique flamand veut rompre ce lien. Cette politique mérite sans emphase le nom d'apartheid.

(2) En Belgique, les partis politiques portent des couleurs : orange (démocrates-chrétiens), rouge (socialistes), bleu (libéraux) et vert (écologistes). Une coalition *orange bleue* est donc une alliance démocrate-chrétienne/libérale.

(3) Si en France le chef de l'État nomme le Premier ministre, en Belgique il nomme un *Formateur*, une personnalité chargée de constituer le Gouvernement, mais sans prédestination à le présider.

(4) Ces quatre personnes sont les présidents des partis de l'*orange bleue*. En Belgique, tous les partis existent en double : un parti pour les Flamands et un parti pour les francophones (Wallons et Bruxellois). Donc deux familles politiques égalent quatre partis.

# SarkoHillary

**L'atlantisme a de beaux jours devant lui avec Sarkozy à l'Élysée et Hillary Clinton à la Maison Blanche.**

Les Français votent Hillary (1) parce qu'ils ont adoré Bill, mais pour ses frasques qui, remarquons-le, n'étaient pas trop du goût de son épouse. Mais celle-ci a eu le tact très peu américain de pardonner et d'assumer en public. C'est qu'elle faisait passer son avenir politique avant tout. Les Français prennent pour un vaudeville la résolution froide d'une ambition calculatrice et prête à tout pour réussir. Une présidence Hillary ne sera pas une présidence Clinton III ou Clinton bis. Ce ne sera même pas une présidence Hillary, ce qui serait l'attendrir, l'humaniser (la féminiser). Ce sera une présidence à part entière, celle de Mrs Clinton (souvenons-nous de Mrs Thatcher, la dame de fer, ou aujourd'hui de Dame Merkel).

Les Français votent Hillary parce qu'ils la croient une femme vaguement de centre-gauche, post-soixante-huitarde, avocate d'un projet assez flou d'assurances sociales sur lequel elle s'est cassé les dents au début de la présidence Clinton et qui lui vaut jusqu'à présent la haine farouche de la droite la plus capitaliste. Les Français se trompent d'Hillary, car celle de 2007 n'est plus celle de 1993, quoique en dise l'entourage des fidèles qui n'ont guère changé.

Les Français votent Hillary par hostilité à la guerre en Irak, parce qu'elle rassemblera un front anti-Bush qu'ils exècrent, parce qu'elle les réconciliera avec l'Amérique

qu'ils aiment. Ils ne mettront pas longtemps à s'apercevoir que Madame Clinton est le plus *faucon* des démocrates, membre de la commission sénatoriale des forces armées, qu'elle ne s'est jamais repentie d'avoir approuvé l'intervention en Irak. Pire, elle n'avait eu de cesse de réclamer à son président de mari en 1999 qu'il bombarde le Kosovo et elle s'en glorifie. Ses futurs ministres se recruteront probablement parmi ces *interventionnistes libéraux* qui s'étaient alors illustrés, une autre aile *néocon*. Vous avez aimé George W. Bush, vous adorez Hillary Clinton.

La campagne présidentielle de 2008 nous ramène plus de quarante ans en arrière : 1968 aux États-Unis ne fut pas notre *mai 68*. Ce fut la révolte des campus contre la guerre du Viêt-Nam. Guerre, ne l'oublions jamais, menée et perdue par les démocrates dits libéraux, et essentiellement Lyndon Johnson, vice-président et successeur de John Kennedy. Johnson, homme du Sud comme les Clinton, texan comme Bush fils, est resté l'homme des droits civiques pour les Noirs, mais il fut aussi celui des bombardements du Viêt-Nam. En 1964, il avait été élu par un raz de marée contre un républicain des plus durs, Barry Goldwater, qui prônait le bombardement des installations nucléaires naissantes en Chine. Comme le principal candidat à l'investiture républicaine aujourd'hui, l'ex-maire de New York du 11-septembre, Rudy Giuliani, qui

fait campagne sur le bombardement des centrales iraniennes.

S'il y eut bien un président avec lequel la France du général de Gaulle n'eut rien de commun, ce fut bien Lyndon Johnson. De Gaulle, ami d'Eisenhower, avait accueilli avec curiosité le coup de jeune de Kennedy (Français, ne rêvez pas ! Hillary n'est pas Jackie), et s'entendit mais trop brièvement avec Nixon. De 1963 à 1969, il ne trouva pas d'interlocuteur à la Maison Blanche. C'est alors qu'il rompit avec l'Otan. De cette histoire, il ne fut évidemment pas question dans les discours de Sarkozy à Washington (il réussit néanmoins le tour de force de citer Eisenhower et Kennedy entre Elvis Presley et Martin Luther King).

La France de Sarkozy sera-t-elle plus à l'aise avec l'Amérique d'Hillary ? C'est si peu sûr que le président a pris les devants et n'hésitera pas à continuer de travailler étroitement avec l'actuelle administration Bush toute l'année 2008. Il a clairement décidé de ne pas attendre une éventuelle présidence Hillary. Car la situation actuelle est celle où Bush a besoin de la France pour se sortir de ses boursiers extérieurs et où Sarkozy est disposé à aller très (trop ?) loin, en Iran, en Afghanistan, pour l'y aider et se placer pour la suite. Car Hillary, superstar mondiale, aura beaucoup moins besoin du petit Nicolas.

Au fait, les Français ne votent pas en 2008 aux États-Unis.

**Yves LA MARCK**

(1) 43,7 % des Français voteraient pour Hillary Clinton selon un sondage publié en août dernier par l'institut canadien Angus Reid.

## BRÈVES

◆ **ESPAGNE** - Lors du sommet ibéro-américain, qui réunissait les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine, d'Espagne et du Portugal, une vive altercation a opposé Hugo Chavez au Premier ministre espagnol et au roi d'Espagne. Le président vénézuélien, réputé pour ses longues et toujours violentes diatribes publiques s'en était pris à l'ancien chef de gouvernement espagnol, José Maria Aznar, accusé rien moins que d'être un "fasciste" ayant mis en place "une politique totalitaire". José Luis Rodriguez Zapatero, rappelant que son prédécesseur avait été élu démocratiquement a reçu une aide inattendue et ferme de son souverain. "Pourquoi ne pas te taire !" a lancé à Hugo Chavez un roi d'Espagne visiblement excédé. Une traduction moins littérale de la réplique royale, compte tenu du ton sur laquelle elle a été prononcée pourrait être : "s'il te plaît, ferme-là !" L'incident a été fortement commenté en Espagne et a fait l'unanimité dans tous les rangs politiques. Un clip circule déjà sur internet reprenant l'expression d'un roi peut-être pas mécontent de rappeler - en ces temps où certains critiquent son action - qu'il est là pour parler au nom de tous les Espagnols.

◆ **TONGA** - Les prochaines élections législatives qui auront lieu en avril 2008 seront probablement les dernières à se dérouler selon l'ancien système constitutionnel. Actuellement le Parlement comporte trente membres : neuf élus par les trente-trois familles nobles héréditaires, neuf élus par la population, auxquels il faut ajouter les dix membres du gouvernement, nommés par le roi, et les deux gouverneurs des îles les plus importantes de l'archipel. La réforme de ce système, fortement contesté par le mouvement pro-démocratie, a été mise en chantier par le défunt roi Taufa'ahau Tupou IV mais l'actuelle session parlementaire s'est achevée sans que les modifications constitutionnelles aient été faites. Les élections législatives qui suivront celles d'avril 2008, pourraient avoir lieu de manière anticipée, en 2010, en fonction de la vitesse d'avancement du chantier de réformes institutionnelles actuellement en cours, a avancé le ministre tongien de l'information, Afu'alo Matoto. « En 2010, dix-sept parlementaires seront élus directement par le peuple, neuf par les nobles et quatre nommés directement par Sa Majesté », a-t-il précisé.

◆ **GÉORGIE** - La campagne pour l'élection présidentielle anticipée de janvier prochain suscite dans le pays un vaste débat sur les problèmes institutionnels. Le président sortant Mikheil Saakachvili, dès son accession à la présidence, avait fait adopter une série de réformes constitutionnelles renforçant ses pouvoirs. L'opposition quant à elle veut le retour à la Constitution de 1921, texte fondateur de la Première république de Géorgie (1918-1921), un régime très parlementaire. Puis surprise, début octobre, alors que la grogne monte depuis un mois dans les rangs de l'opposition, le chef de l'Église orthodoxe géorgienne, autorité morale incontestée dans le pays, prône la restauration de la monarchie. « En 1801, le règne de la famille royale Bagrationi a cessé. Depuis, la restauration de la monarchie est le rêve chéri du peuple géorgien » a déclaré le patriarche Ilya II, « Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour que ce rêve devienne réalité » a-t-il ajouté. L'idée est saluée par les partis d'opposition, y compris par les formations dites républicaines. Le scénario est présenté par Nougzar Bagrationi, l'un des descendants de la famille royale, metteur en scène de théâtre à Tbilissi : « La Géorgie doit d'abord devenir une république parlementaire et puis, si le peuple le juge nécessaire, nous pourrions examiner les voies d'un rétablissement du trône pour une monarchie constitutionnelle ».

# Lettre ouverte à Anicet Le Pors

**L**ongtemps membre du Parti communiste, ministre après la première élection de François Mitterrand, Anicet Le Pors a prononcé lors de notre *Mercredi* du 24 octobre, une remarquable conférence sur la *dérive bonapartiste* dont Nicolas Sarkozy se rend coupable <sup>(1)</sup>.

Lors du débat qui a suivi, la question de la réforme des institutions a fait l'objet d'une vive confrontation. Nous tentons de la résumer et de la prolonger, dans l'attente d'une réplique.

Cher Anicet Le Pors,  
Sur le *bonapartisme* de Nicolas Sarkozy, je ne vous chercherai pas querelle. Je me méfie des comparaisons historiques et préfère m'en tenir à un mot que vous ne récuseriez pas : nous sommes sous la coupe d'un *autocrate* qui se complaît dans le coup d'État permanent : écrasement du Premier ministre, anéantissement de la plupart des ministres, *shadow cabinet* élyséen (Claude Guéant et quelques autres), contrôle du Parlement et des grands médias et au total une concentration inouïe des pouvoirs entre les mains d'un homme qui est à la fois chef de l'État, chef du gouvernement, patron du parti dominant.

Vous avez raison de dénoncer le mélange détonnant de populisme et d'aventurisme qui propulse sur divers terrains ce personnage fragile et dépourvu de culture historique. Son mépris du Parlement, sa négation du droit du sol multiséculaire et des principes de la fonction publique, sa haine de la magistrature, sa volonté d'imposer les recettes ultra-libérales nous conduisent l'un et l'autre à une opposition radicale.

Cela signifie que nous avons beaucoup en commun. Cela ne peut nous surprendre : nous étions côte à côte dans la bataille de 2002 et nous avons célébré ensemble, sous l'égide de Jacques

Nikonoff, le soixantième anniversaire de la charte du *Conseil National de la Résistance* (2).

Mais sur les institutions, nous nous opposons résolument, point par point, selon les deux traditions antinomiques qui naissent, se forment et s'affrontent dès le début de la Révolution française. Vous êtes l'héritier des Jacobins et vous vous référez à la Constitution inappliquée de 1793. Nous sommes les enfants de Mirabeau et des monarchiens. Deux traditions révolutionnaires, irréductibles : d'un côté ceux qui veulent le roi et la révolution, de l'autre ceux qui tentent d'instituer la révolution sans le roi - en vue de l'auto-gouvernement du peuple. La scission du parti patriote révolutionnaire s'estompe face aux deux Bonaparte, dans la Grande Guerre anti-impérialiste, dans la Résistance. Elle se durcit en 1830, après 1870, en 1958. La révolution institutionnelle réalisée par le général de Gaulle continue de nous séparer radicalement. Vous y voyez la renaissance, épouvantable, du bonapartisme. Nous y retrouvons, avec bonheur, le projet monarchien partiellement accompli : la monarchie élective encore en manque d'arbitrage royal.

Vous croyez toujours, cher Anicet Le Pors, à la Volonté générale ; nous pensons qu'elle a trouvé ses limites justes et nécessaires avec le Conseil Constitution-

nel et le Bloc de constitutionnalité : la vieille *res publica* monarchique avait ses lois fondamentales, la *res publica* gaullo-romaine se fonde sur la Déclaration de 1789 et les Préambules de 1946 et 1958. Nous sommes par le bicaméralisme, pour le gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale, qui *détermine et conduit la politique de la Nation* et surtout pour l'article 5, dans sa lettre et dans son esprit.

Il est vrai que vous ne voulez pas d'une VI<sup>e</sup> République selon les slogans à la mode (3). Mais vous souhaitez un président élu par de grands électeurs ou par le Congrès et un régime parlementaire permettant une participation plus large et plus fréquente du peuple à l'élaboration de la loi.

Je retrouve là le projet d'une gauche authentique, autrement dit résolument antimonarchique, qui n'a jamais réussi à établir un pouvoir politique stable comme l'attestent les expériences négatives de 1848-1851, 1874-1940, 1946-1958.

Juriste rigoureux, vous êtes, qui plus est parfaitement inscrit dans la logique du communisme français, plus républicain-jacobin que marxiste. À plusieurs reprises, vous m'avez dit que le césarisme était le vice originel de la Constitution de 1958, diaboliquement ressurgi avec Nicolas Sarkozy. Vous voulez bien reconnaître une certaine rationalité dans mes démonstrations mais vous moquez mon roi-arbitre, selon vous un rêve délirant avec le droit divin comme clé des songes.

Je prétends pour ma part rester dans les limites de la simple raison politique et c'est selon celle-ci que je veux pointer, cher Anicet Le Pors, les failles de votre raisonnement.

Plus que des failles, des béances que la gauche jacobine sous ses différentes expressions - radicale, socialiste, commu-

niste - a comblées depuis 1792 de manière catastrophique : ou bien la soumission totale de l'exécutif au législatif et la confusion entre la Représentation et le Gouvernement ; ou bien l'érection d'un Maître plus ou moins déifié - le principe du gouvernement du peuple étant, dans un cas comme dans l'autre, violemment piétiné.

La raison de ces solutions tout à fait déraisonnables ? J'en souligne deux, avec trop de hâte :

- la gauche française, telle qu'elle se fonde en 1789, récuse la symbolique politique et, plus radicalement encore, ne croit pas à la nécessité des médiations. Elle rêve d'un régime démocratique dans lequel le peuple-nation légiférerait en direct avec ses représentants réunis dans une Assemblée unique qui gouvernerait le pays ;

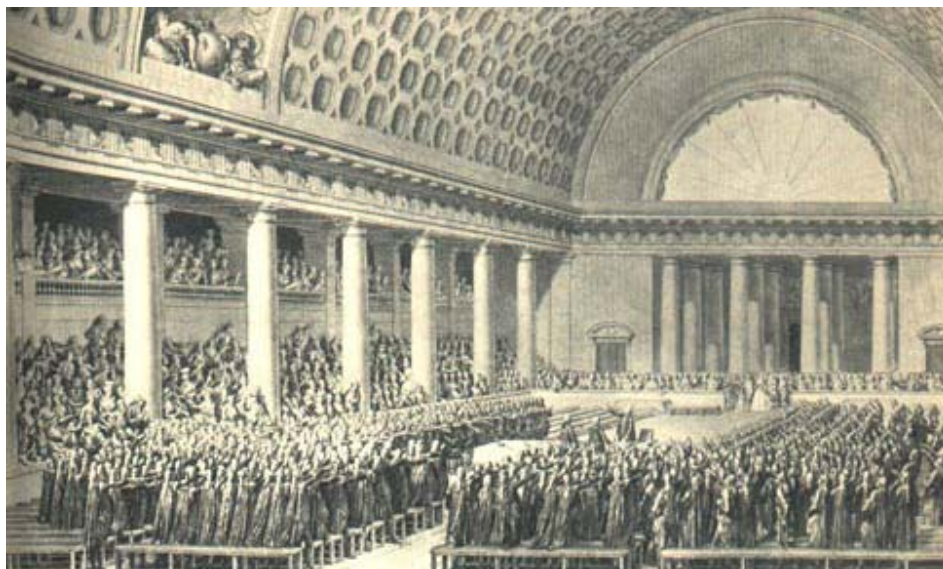
- la gauche française se représente l'histoire, qu'elle s'approprie indûment, comme une série de grandes journées fusionnelles - de la prise de la Bastille au 10 mai 1981. Cela signifie qu'elle rêve au retour de glorieux instants fondateurs sans trop se soucier d'instituer dans la durée. D'où la brièveté du gouvernement du Front populaire. D'où la brièveté de l'expérience socialiste (deux ans !) après l'élection de François Mitterrand.

Étrangère à la science des médiations, indifférente à la temporalité politique, la gauche ne pouvait pas comprendre - nous pouvons en témoigner - la force des principes d'arbitrage et de continuité qui sont proclamés par l'article 5 de la Constitution. Elle ne s'est jamais demandée pourquoi François Mitterrand avait pu rester aussi longtemps aux affaires - non sans que les socialistes tirent grand profit de cette longue régence de la monarchie élective.

Vous me rétorquerez que l'État de droit existait avant 1958 et que la III<sup>e</sup> République a tout de même longtemps tenu le coup. Pourtant, vous savez mieux que moi que la faiblesse des régimes antérieurs a été compensée par la force de l'État républicain - création de la monarchie, renforcée par Bonaparte puis étayée vaille que vaille jusqu'à ce le gaullisme lui donne sa cohérence.

Nous défendons avec vous et bien d'autres amis notre structure étatique nationale que les ultra-libéraux veulent détruire et qu'il nous faudra reforcer lorsque les adeptes de la *gouvernance* (François Hollande...) et les activistes sarkoziens de la revanche sociale auront été battus. Mais il me paraît illogique et dangereux de conforter le pilier administratif - la fonction publique au sens le plus large du terme - tout en préparant la destruction du pilier institutionnel.

Il y a bientôt dix ans, lors d'un colloque du *Cercle d'Études Charles de Gaulle* (de Belgique), j'avais montré que la révo-



■ *Proclamation de l'Assemblée nationale, le 17 juin 1789 - d'après un dessin de Moreau le Jeune*

lution gaullienne inscrivait les institutions dans notre histoire millénaire et qu'elle avait procédé à un réaménagement décisif des libertés, des pouvoirs et des valeurs (4). La Constitution de la V<sup>e</sup> République est la première à reconnaître le rôle des formations politiques ; elle établit un système de médiations pour la nation (la symbolique forte du président élu au suffrage universel) et dans l'État (le président-arbitre, le Premier ministre, le parlementarisme rationalisé) et un jeu des pouvoirs qui garantit la continuité ; elle définit clairement, par rapport à l'autorité souveraine, la représentation nationale établie dans la durée et la souveraineté du peuple, permanente mais qui s'exprime de façon momentanée lors des référendums qui fixent une décision politique de longue portée. À chacun - chef de l'État, Assemblée nationale, Sénat - selon son temps. Jacques Chirac a détruit ces rythmes propres à chaque fonction en faisant voter le quinquennat et Nicolas Sarkozy tente de nous faire vivre au gré de ses pulsions.

Cette rapide défense de la V<sup>e</sup> République ne signifie pas que je suis un dévot de nos institutions. Voilà bien des années que la *Nouvelle Action royaliste* a inscrit à son programme des propositions qui permettrait de démocratiser la V<sup>e</sup> République et de réorganiser l'exercice du pouvoir (5) :

- respect du Préambule de 1946 - ce qui implique une nouvelle révolution économique et sociale ;

- respect de l'article 5 - quant à l'arbitrage, quant à l'indépendance nationale ;

- mandat présidentiel de sept ans renouvelable pour renouer avec le principe de continuité ;

- interdiction pour le Premier ministre de se présenter à l'élection présidentielle

qui suit la cessation de ses fonctions - afin d'éviter la classique rivalité entre les deux têtes de l'exécutif ;

- élection du Sénat à la proportionnelle intégrale - pour démocratiser la représentation nationale ;

- interdiction du cumul des mandats - pour favoriser le renouvellement de la classe politique...

Nous n'ignorons pas les ambiguïtés de l'élection du président au suffrage universel - que l'on peut dépasser par une solution rationnelle, à la fois monarchique et royale dont l'Europe démocratique nous donne maints exemples.

Partisans de la monarchie parlementaire, nous sommes persuadés comme vous que, dans l'État et pour la nation, rien ne sera rétabli ni profondément transformé sans un événement populaire décisif qui ne se produira pas sans le travail obstiné des sociétés de pensée à vocation révolutionnaire. Là encore, cher Anicet Le Pors, nous restons fidèlement monarchiens.

**Bertrand RENOUVIN**

■ (1) Anicet Le Pors a publié le résumé de sa conférence sur son blog : <http://www.anicetlepors.blog.lemonde.fr>, ainsi que plusieurs articles qui la complètent.

(2) cf. *Royaliste* n° 834, « Résistance : La révolution de 1944 », pp. 6 et 7.

■ (3) cf. sa contribution « VI<sup>e</sup> République ? De l'illusion à la responsabilité » in « *Quelle VI<sup>e</sup> République ?* », Le Temps des cerises, 2007, prix franco : 13 €. [Achat immédiat](#)

(4) cf. *Royaliste* n° 707, 4-17 mai 1998, pp. 6 et 7. Extraits de la contribution de B. Renouvin sur *Monarchie et République selon Charles de Gaulle* lors du colloque international tenu à l'Université de Louvain-la-Neuve (Belgique) le 18/04/1998, organisé par le *Cercle d'Études Charles de Gaulle* dont le thème était *Aujourd'hui de Gaulle*.

(5) cf. *Royaliste* n° 643, 15-28 mai 1995 : « Réformer les institutions ? », pp. 6 et 7.

## Un spectaculaire fiasco

L'auteur belge Patrick Roegiers a écrit un livre *La spectaculaire histoire des rois des Belges* <sup>(1)</sup> présenté par lui-même comme *roman-feuilleton* et qui poursuit l'ambition de décrire la saga des souverains de Belgique de 1831 à 2007, sans langue de bois.

**A**vertissement prétentieux qui souvent, hélas, annonce des investigations *sans rigueur* et une réflexion *sans objectivité*. Les lecteurs, nombreux en Belgique, qui ont lu ce livre sont convaincus, et j'en suis, d'ajouter un résultat *sans talent*.

Dans le contexte actuel de la Belgique, il est de bon ton dans certains milieux de manier la moquerie, l'outrance et l'irrespect comme le summum de la liberté de plume, avec le Roi et sa famille comme cibles favorites, alors qu'il n'y a là, lecture faite, que sarcasmes d'étudiant attardé et triste masque cachant un grand vide de science historique. Sans qu'il y ait par ailleurs une once de courage à l'entreprise, la Belgique n'étant pas un État dont le chef est vindicatif, car il est le gardien de la liberté d'expression, et non son fossoyeur.

Nous voyons donc décrits et commentés la vie privée et les règnes de Léopold I<sup>er</sup>, Léopold II, Albert I<sup>er</sup>, Léopold III, le régent Charles, Baudouin I<sup>er</sup> et Albert II, sur un ton cynique et frondeur, évitant les questions trop compliquées, privilégiant les évocations d'échotier, regorgeant d'allusions plates à la vie intime des êtres et négligeant leurs pensées, leurs décisions fondamentales, leur implication réelle dans la marche de l'Histoire.

Sorte de paparazzi voyageant dans le temps, faisant son miel de toutes les rumeurs sans filtre de vraisemblance - et encore moins de retenue - l'auteur ne cherche pas à instruire ou à

critiquer intelligemment (tour de force manifestement hors de sa portée), mais à faire rire sans rien se refuser : anecdotes loufoques, moqueries sur le physique de ses personnages, sur leur diction, sur les outrages qu'ils ont subis sous le poids des ans. À l'appui de cette vilénie, un feu d'artifice de jeux de mots que l'*Almanach Vermot* aurait écartés avec dédain.

Au chapitre des incursions dans le droit constitutionnel, nous courons franchement à la catastrophe, tant l'auteur fait étalage de son incompréhension des articles de la loi fondamentale, quant au sens de la régence innommée de 1950 (p. 217), à l'impossibilité de régner (p. 309), à l'âge de la majorité du roi (p. 321), à la préséance du mariage civil sur le mariage religieux (p. 341).

La vie privée des personnes disparues peut appartenir à l'Histoire, mais celle des personnes vivantes mériterait un peu plus de décence (qui n'a aucun rapport avec l'autocensure) et l'existence d'un enfant hors mariage (p. 397) ne devrait pas être abordée dans le style des magazines à scandales (pour ne pas écrire de caniveau) si l'on croit écrire un roman et pas un torchon.

Ce livre est une boule puante que je dois déconseiller à quiconque s'intéresse réellement à l'histoire de la Belgique.

H. B.

📖 (1) Patrick Roegiers - « *La spectaculaire histoire des rois des Belges* », Perrin, 451 pages, 2007, prix franco : 23 €.

➔ Achat immédiat

## Le glas de la démocratie

Sous forme d'un utile dictionnaire des concepts, des pratiques et des personnages, une mise en évidence de la vérité à peine cachée de l'ultra-libéralisme, tombeau de la démocratie.

**A**u livre de Paul Violet, gaulliste de gauche, l'actualité apporte maintes confirmations. Le refus de soumettre à référendum le projet de *traité de Lisbonne* souligne la volonté, commune aux sarkozys et à la gauche social-libérale, de ne pas demander au peuple français ce qu'il pense de la copie conforme du *traité constitutionnel* pour la seule et unique raison qu'elle serait à nouveau rejetée. Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy et au lendemain du rachat des *Échos* par Bernard Arnault, la diffusion de l'idéologie dominante s'est faite plus pesante et l'emprise des industriels et des banquiers sur les grands médias est devenue encore plus manifeste.

L'hypothèse d'une sortie de la démocratie, douce, progressive, chatoyante comme un spectacle monté par les lauréats de la *Star Academy*, est en train de trouver sa vérification concrète.

En publiant un petit dictionnaire des théories et des pratiques, des faits historiques et des données économiques et financières, illustrées de citations et d'anecdotes éclairantes (1), Paul Violet met en évidence la logique de l'ultra-libéralisme : le fonctionnement (chaotique, violent et provisoire) du marché mondialisé requiert des mécanismes de contrainte politique et idéologique.

Que serait le mirifique marché chinois sans la dictature

qui opprime les masses laborieuses ? Que serait le marché unique européen sans ses oligarques nationaux et supranationaux qui siègent dans des organes à tous points de vue incontrôlables - la Banque centrale européenne étant l'exemple archétypique de cette gouvernance molle quand il faut être dur (on laisse monter l'euro) et inflexible là où il faudrait être souple : quant aux salaires des classes populaires et moyennes, quant à la politique budgétaire...

De nombreuses citations montrent que la classe dirigeante a délibérément assumé, bien avant la *décomplexion* sarkozyste, cette dérive oligarchique dont elle tire les plus grands profits - quant au capital matériel et quant au capital symbolique. Ainsi Philippe Jaffré, président du groupe Elf déclarant en 2002 qu'il a trois convictions : « *La première, je crois au progrès (...). Ma deuxième conviction, c'est que ce progrès est l'œuvre d'une faible, très faible quantité d'hommes. La troisième, c'est que cette minorité mérite récompense* ».

Heureux les riches et les puissants - mais pour combien de temps ?

Yves LANDEVENNEC

(1) Paul Violet - « *Ne dites pas au peuple que la mondialisation c'est la mort de la démocratie, il croit que c'est son avenir !* », Éd. Talleyrand, 2007, prix franco : 15 €.

➔ Achat immédiat

# Pourquoi il faut lire Žižek

Le nom de Slavoj Žižek commence à se familiariser chez nous, pour des raisons qu'il faudrait élucider. Par exemple lorsque *Libération* fait appel à ce penseur et psychanalyste slovène dans un numéro rédigé par des philosophes, il n'est pas sûr que son message soit clairement perçu. En effet, à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la révolution d'octobre, cette façon d'évoquer la figure de Lénine peut laisser perplexe, même si l'auteur parle d'un *échec monstrueux*. Est-il vraiment possible, sachant ce que l'on sait aujourd'hui de la réalité du léninisme de persister à sauver Lénine de Staline ? Je ne le crois pas pour ma part. Et pourtant, je veux bien laisser à Žižek la possibilité de s'expliquer à propos de cette *étincelle utopique* qu'il voudrait préserver dans un monde où elle n'est plus admise. Est-il un sens recevable à cette thématique du *renouveler Lénine* que je retrouve dans ses ouvrages : « *Renouveler Lénine, c'est distinguer entre ce qu'il réalisa en définitive et le champ de possibilités qu'il ouvrit, cette autre dimension en lui, ce qui était en Lénine plus que Lénine lui-même...* »

La charge provocatrice d'une telle interrogation doit être dégagée de son contexte insupportable. Car si Žižek n'était qu'un léniniste nostalgique il ne nous intéresserait pas. Ce qui compte c'est sa protestation de révolutionnaire non résigné, surtout lorsqu'elle se prolonge dans un travail d'élucidation de notre globalisation libérale. Que Jean-Claude Michéa soit particulièrement attentif à l'œuvre du philosophe slovène et qu'il fasse appel dans son dernier essai à ce qui permet de comprendre ce que dissimule le *Continent noir* des sociétés modernes, constitue un motif de plus pour y aller voir de près. En effet Žižek, grâce à son herméneutique lacanienne, a parfaitement saisi que « *la destitution de tous les montages normatifs construits en référence à une loi symbolique* » ne jouait pas en faveur de la liberté inédite des individus mais dans la subtile aliénation de leur sur-moi et au seul profit de la neutralité axiologique du régime du Marché et du Droit libéral. On comprend alors la singularité d'un militant qui persiste dans ses choix, révolutionnaire et de gauche, sans s'en laisser compter par l'intimidation moderne, et encore moins par le chant des sirènes d'une société tolérante et multiculturelle. Contre la neutralisation des questions de sens et la dépolitisation, Slavoj Žižek entend continuer le combat, quitte à paraître intolérant (d'une façon qui eut ravi un Léon Bloy) et anti-moderne (d'une façon que comprendraient mal les défenseurs de la tradition).

Est-ce à dire qu'on pourrait le rapprocher de cet *anarchiste conservateur* qu'était Orwell et de sa *commune décente* chère à Michéa ? En partie seulement, car son volontarisme politique ne répugne pas aux médiations nécessaires et son sens des valeurs est assez étranger au conservatisme. Quoique... il lui arrive de se réclamer de l'héritage de la culture européenne, sans avoir peur de rappeler que nos racines judéo-chrétiennes sont à l'origine du véritable universalisme, celui que menace d'ailleurs la globalisation qui n'a rien à voir avec ses valeurs fondatrices. Il n'oublie pas non plus l'héritage de la Grèce car il demeure essentiel pour mainte-

nir le sens de la politique, à l'encontre de sa destruction par le Marché.

Par rapport à l'évolution actuelle de la gauche, surtout social-démocrate, Žižek est donc complètement atypique. Mieux encore, il est à contre-courant, dénonçant une totale absorption des formations progressistes dans un consensus mou où il n'y a plus d'alternative possible et où les différences ne consistent plus qu'en simples attitudes culturelles. « *Quoi qu'il en soit, comme l'ont relevé des penseurs aussi différents qu'Alain Badiou et Fredric Jameson, l'actuelle célébration multiculturaliste de la diversité des styles de vie et l'efflorescence des différences se fondent sur un Un sous-jacent – en fait une éradication de la Différence, de la faille antagoniste.* » Ce point est d'une extrême importance aujourd'hui, car l'acceptation de la société libérale par la gauche se fonde sur le principe de tolérance qui paraît la norme même d'un monde ouvert au multiculturalisme et à la reconnaissance de toutes les communautés possibles. L'originalité de Slavoj Žižek est de contester radicalement cette vulgate. Il est le dernier, par exemple, à admettre que le déni

de la différence sexuelle introduise au vert paradis des identités sexuelles les plus diverses : « *La vérité de ces sexes multiples est l'unisexe, l'effacement de la Différence dans une Similitude tristement répétitive et perverse qui est le contenant de cette multitude.* »

Il y a aussi un mensonge de la prétendue société multiculturelle qui consiste à faire croire que chacun peut d'autant plus en adopter les pratiques qu'il est un *hybride*, flottant librement entre différents cercles culturels. N'est-ce pas une invention de la gauche radicale (en l'espèce Deleuze et Guattari) que celle du *Rhizome*, cet être qui échappe heureusement au « *champ de protection proto-fasciste paranoïaque de l'identité stable* » et s'épanouit dans l'affirmation de la machine désirante ? Le beau concept qui rejoint si bien la modernité post-libérale mais se heurte à la réalité

d'une expérience traumatisante pour l'immigré qui vit dans l'angoisse des déplacements géographiques et les regroupements familiaux ! Cela n'a rien à voir avec les classes privilégiées qui ont le luxe d'apprécier les différences en réalisant leurs affaires (économiques ou universitaires). Sans compter qu'il n'est pas si facile d'accepter l'Autre pour ce qu'il est : quand l'altérité vous est aimable, elle est facilement intégrable. Lorsqu'elle correspond à une véritable différence, antagonistique, elle est insupportable (clitoridectomie, voile religieux, torture, etc.). Tiens ! l'euro-centrisme abhorré par ailleurs aurait-il du bon ?

Ce que Žižek veut faire entendre par ses analyses multiples c'est que la post-modernité libérale nous empêche de comprendre nos vrais enjeux, qu'elle les dissimule et ainsi se refuse aux discussions nécessaires qui divisent, obligent à juger de façon conflictuelle et à retrouver le goût de l'action politique, et même d'une certaine intolérance sans laquelle il n'y a ni lucidité ni engagement pour ce qui vaut la peine. C'est pourquoi, en dépit de mes désaccords importants, je ne puis qu'inviter à la lecture de ce révolutionnaire de gauche impénitent.

Slavoj Žižek - « *Que veut l'Europe ?* », Champs, Flammarion, prix franco : 10 €.

[Achat immédiat](#)

Slavoj Žižek - « *Bienvenue dans le désert du réel* », Champs, Flammarion, prix franco : 10 €.

[Achat immédiat](#)

Slavoj Žižek - « *Le sujet qui fâche* », Flammarion, prix franco : 24 €.

[Achat immédiat](#)

Slavoj Žižek - « *Plaidoyer en faveur de l'intolérance* », Climats, prix franco : 16 €.

[Achat immédiat](#)

par Gérard Leclerc



## Pierre Pujo

**F**igure historique de l'Action française, Pierre Pujo est mort le 10 novembre dernier. Fils de Maurice Pujo, l'un des fondateurs de l'A.F., il avait depuis son adolescence épousé intégralement les thèses maurrassiennes et, depuis plus de quarante ans, il dirigeait *l'Action française* 2000, le journal de son mouvement.

Ce n'était certes pas un tribun mais son courage physique, la force de ses convictions, sa soif de convaincre inspiraient le respect, même si son intransigeance doctrinaire avait fait fuir des générations de militants soucieux de mettre en adéquation leur royalisme avec la société d'aujourd'hui. Cette même intransigeance avait eu au moins l'effet bénéfique de lui faire combattre les dérives racistes et fascistes qui ont parfois guetté les militants de son Action française. Sa fidélité à la Maison de France fut aussi exemplaire en dépit des condamnations et des mises en garde dont le comte de Paris ne fut pas avare à l'égard de l'A.F.

Fervent défenseur de la plus grande France, il s'illustra en particulier dans le combat pour que l'île de Mayotte demeure au sein de la nation française et, plus récemment, il fut un farouche opposant au traité constitutionnel européen. Pierre Pujo restera l'incarnation de la fidélité à l'Action française et d'un patriotisme sans faille.

Yvan AUMONT

## Mazarin le méconnu

« *Mazarin, un étranger parti de rien, se trouvait à sa mort maître de la France et arbitre de l'Europe.* »

**M**azarin ! L'histoire de France compte-t-elle un homme politique de tout premier plan qui soit, au mieux si méconnu, au pire, si outrageusement calomnié ?

Il a réussi sa vie au-delà de toute espérance, il a raté sa survie. À qui la faute ? D'abord à certains de ses adversaires, tel Retz, son grand vaincu de la Fronde, dont le portrait du cardinal, par ses outrances, n'a d'autre valeur que littéraire ; Saint-Simon ensuite, englué dans ses passions nobiliaires, il ne pardonne pas au cardinal ses origines semi-roturières. Plus tard, Michelet et Grevisse seront peu indulgents et l'on trouve des traces de leurs préventions jusque dans les manuels scolaires.

Une réhabilitation de l'Italien devenu Français est amorcée depuis presque un siècle, la magnifique biographie que vient de lui consacrer Simone Bertière (1) s'ajoute d'admirable façon aux travaux déjà accomplis. L'historienne qui ne cache pas les sentiments d'empathie qu'elle éprouve pour ce personnage si complexe s'est fixé pour objectif d'éclairer sa personnalité et d'expliquer les malentendus dont il est victime, autrement dit, qu'à côté de l'œuvre elle évoque l'homme qu'il fut.

Mazarin dont la naissance ne prédisposait qu'à des emplois subalternes est sorti de l'om-

bre grâce à sa brillante intelligence, un courage physique à toute épreuve et une capacité d'analyse et de synthèse remarquable. Au service du Pape il se fait progressivement remarquer en réussissant diverses missions diplomatiques dans une Europe bien compliquée. Au hasard de l'une d'elle ce sera la rencontre décisive avec Richelieu ; le terrible cardinal duc eut tôt fait de deviner ce que valait cet étranger, il réussit à se l'attacher puis en faire son successeur. Le lendemain de son décès, Mazarin est nommé principal ministre. Cinq mois passent, Louis XIII meurt ; s'ouvre la régence, au sommet de l'État : une Espagnole peu compétente, Anne d'Autriche et un Italien détesté, autour d'eux une foule d'ambitieux, d'intrigants et d'opposants de toujours. Les difficultés s'accumulent, ce sera la Fronde, celle des Parlements puis celle des *Grands*. Mazarin résiste, plie et vainc. Alors que ces tristes événements se déroulent, le Cardinal enregistre un grand succès diplomatique avec la signature du *traité de Westphalie*, auquel les Français n'accordent aucune importance, voire même le lui reprochent, alors qu'il consacre le morcellement de l'Empire germanique et, par là même, soulage la France, pour un siècle, de toute menace de ce côté.

Le pays sort épuisé de la Fronde alors que la guerre contre l'Espagne continue.

Mazarin infatigable travaille et malgré l'accumulation des difficultés, en particulier le conflit jansénistes-jésuites, rétablit l'ordre, fortifie le pouvoir royal tout en instruisant le jeune Louis XIV, son filleul. Inlassablement il œuvre à la paix, aidé en cela par Turenne dont une victoire décisive sur les Espagnols - commandés par Condé, traître à son roi - ouvre la voie au *traité des Pyrénées* qui met fin à trente ans de conflits et permet le mariage du roi avec l'infante Marie-Thérèse.

Le bilan est remarquable. Mazarin fait mieux que Richelieu qui n'avait réussi qu'à détruire l'appareil militaire protestant. Son successeur réduisit les grands seigneurs à l'obéissance et ruina l'hégémonie de la Maison de Habsbourg.

A quelques jours de sa mort, il s'exclama « *Il faut quitter tout cela !* ». Quoi cela ? Une fabuleuse richesse, c'était les mœurs du temps (cela a-t-il réellement changé ?), Madame Bertière qui a écrit dans un style admirable près de sept cent pages dont pas une ne lasse, pas une n'est de trop, me permet-elle d'emprunter cette conclusion à Bainville : « *Les services qu'il rendait il se payait lui-même. Ce n'était pas délicat. D'une autre façon, des ministres intègres mais maladroits ont coûté plus cher.* »

Michel FONTAURELLE

Simone Bertière - « *Mazarin, le maître du jeu* », Éd. de Fallois, prix franco : 25 €. 

## AUTOCOLLANTS

**Deux nouveaux modèles d'autocollants sont disponibles** (on peut panacher les commandes) :

► Autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

► Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « **Mini-traité de Lisbonne, Exigeons un référendum !** », noir sur fond jaune, vendu par planche de 14.

### Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

**Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !**

## CONGRÈS 2008

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 12 et 13 avril 2008. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 12 avril). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**La politique de Défense nationale**" et, d'autre part, "**Liberté du journaliste et indépendance de la presse**".

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoya@aol.com](mailto:NouAcRoya@aol.com)
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"**abonné des mercredis**" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 28 novembre** - Plutôt que de s'empoigner sur le positif et le négatif d'un héritage qui est et restera violemment controversé, essayons de discerner les multiples « **Visages de la France coloniale** ». C'est possible grâce au travail accompli par **Jean-Pierre RIOUX** (nous avions vivement apprécié, entre autres ouvrages, son *Jaurès*) et par une équipe d'historiens, rédacteurs d'un *Dictionnaire de la France coloniale* impressionnant de mesure et de densité. De l'Ancien Régime à la V<sup>e</sup> République, nous tenterons de saisir le mouvement général d'une histoire : projet colonisateur, résistances à celui-ci, acculturations et destructions. Beaucoup parmi nous ont mis de côté cet

## NOUVEAUX LECTEURS

Vous êtes un nouveau lecteur ? Sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

héritage douloureux et trop compliqué. Le moment est venu d'affronter cette part de notre passé.

● **Mercredi 5 décembre** - La « gouvernance » semble appartenir à la terminologie floue des dirigeants qui se disent adeptes de la gestion douce et participative. Il s'agit en fait d'un concept dur qui masque un projet délibéré : « **La démocratie sans le peuple** ».

Invités régulièrement à nos réunions, **Madeleine ARONDEL-ROHAUT**, philosophe, et **Philippe ARONDEL**, économiste et juriste, ont suivi la longue histoire de cette idée, qui remonte à l'Antiquité, montré comment des philosophes l'ont reprise et modernisée, expliqué comment l'élite au pouvoir, qui ne cesse de proclamer son *pragmatisme*, utilise cette idéologie dans une visée anti-républicaine et antidémocratique.

Pour ses théoriciens comme pour ses praticiens, il s'agit de priver le Politique de toute légitimité pour promouvoir une *société civile* qui se gouvernerait elle-même tandis que les experts veilleraient à la régulation du marché. Dans un livre récent, nos invités révèlent le système de contrainte que cache le discours émancipateur et indiquent les

conditions politiques de notre résistance.

● **Mercredi 12 décembre** - Tous deux anciens directeurs de recherche au CNRS, **Michel PINÇON** et **Monique PINÇON-CHARLOT** nous ont présenté la plupart des ouvrages qu'ils ont consacrés à la haute bourgeoisie et aux grands patrons. Dans la ligne de leur enquête pionnière sur *Les beaux quartiers*, qui fait désormais référence, nos deux sociologues expliquent comment la bourgeoisie défend ses espaces et se protège des autres. Fidèles à leur méthode, ils sont allés sur le terrain : villas cossues et châteaux, quartiers et parcs élégants... Ils racontent les dîners en ville, les cocktails et la vie associative (comités, conseils, cercles) qui permettent à l'élite fortunée de préserver sa qualité de vie au sein de son espace vital. C'est ainsi que se sont formés « **Les ghettos du Gotha** » : un milieu soigneusement clos, installé dans la collectivité nationale mais étranger aux soucis et aux aspirations de la plupart de ses citoyens.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

## IFCCE

La prochaine session de politique appliquée, organisée par l'Institut de formation civique et de coopération européenne, se tiendra à La Chapelle-Saint-Luc les **26 et 27 janvier prochains**. Le thème retenu pour cette ses-

sion est « **Justice et prisons** ». Les personnes intéressées par ce sujet sont invitées à noter ces dates sur leur agenda et également à se faire connaître pour que nous puissions les tenir au courant des modalités de la session.

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Il n'y a pas de président

Nicolas Sarkozy existe mais il n'est pas président de la République. Ce paradoxe n'a rien d'un jugement définitif : il n'y a pas de vérité du sarkozysme parce que Nicolas Sarkozy, selon des témoins dignes de foi, ne croit pas à la vérité.

C'est une indifférence résolue aux principes politiques qui a valu au président de l'UMP son succès électoral et l'accord tacite dont il a bénéficié après ses vacances d'été. Nicolas Sarkozy peut à la fois lire des discours gaullistes contre la Banque centrale européenne et signer triomphalement la nouvelle copie du défunt « *traité constitutionnel* » tout en préparant le retour complet de la France dans l'Otan.

Jacques Chirac, son maître en cynisme, faisait la même chose - le discours sur la fracture sociale ayant conduit, on s'en souvient, à une *gouvernance* ultra-libérale. Dans l'exercice démagogique, la capacité propre à Nicolas Sarkozy tient à l'effet de sidération qu'il produit. Son hyperactivité personnelle se branche parfaitement sur le média télévisé qui est, en lui-même, sidérant. Double effet, renforcé par la courtoisie fascinée des principaux animateurs des journaux télévisés et radiodiffusés.

Cela a marché d'autant mieux que Nicolas Sarkozy a répondu à une demande justifiée : écoeurés par tant d'années de gouvernance molle, nous rêvions tous d'une action authentiquement politique. Après la gestion à divers égards irresponsable de Jacques Chirac, comment ne pas donner sa chance à l'homme qui

promettait d'être immédiatement et pleinement responsable ?

Nous n'avons jamais pris cette posture au sérieux, mais elle était crédible. La libération des infirmières bulgares, la signature du traité de Lisbonne (rédigé sous l'égide d'Angela Merkel), les violentes discussions avec les cheminots et le règlement de la grève des marins pêcheurs semblaient montrer que Nicolas Sarkozy avait une manière toute politique de régler les



problèmes. Pour un peuple passionné de politique, le gain était inestimable car les autres (les chefs socialistes et toute la chiraquie) avaient affirmé qu'il n'y avait plus rien à faire face à la mondialisation.

Il a suffi de trois mois pour qu'apparaissent les paradoxes et les dangers de ce type d'intervention. L'activisme est le contraire de l'action. La gestuelle politique de Nicolas Sarkozy masque la négation du politique comme l'a montré Marcel Gauchet (1). Le nouvel élu se veut responsable de tout mais nous ne savons pas sur qui et sur quoi porte cette responsabilité. Pas de conviction, donc pas de projet.

Pas de respect des principes, donc risque majeur de versatilité.

D'où le caractère paradoxal de la situation. Nicolas Sarkozy existe si puissamment qu'il croit possible d'occuper tout le terrain médiatique. Mais il n'y a pas de président de la République car son mode d'intervention est contraire au principe d'arbitrage et viole les règles qui organisent le jeu des pouvoirs. Le nouvel élu agit comme Premier ministre et occupe tour à tour diverses fonctions ministérielles mais il est aussi l'avocat ramenant des clients du Tchad, le champion de diverses causes humanitaires ... et le président du parti dominant.

Sous le volontarisme des propos, se masquent les reculs et les abandons : Nicolas Sarkozy a renoncé à se faire attribuer par réforme constitutionnelle la définition de la politique de la Nation ; il paraît vouloir mater à la Thatcher les syndicats mais il négocie en coulisses avec leurs dirigeants. Surtout, il se plaint de l'euro fort mais il n'a toujours pas engagé la bataille contre la Banque centrale européenne.

Le mélange d'autoritarisme et de laxisme est toujours affolant. Il l'est d'autant plus que le bonapartisme (style Pont d'Arcole) susceptible d'emballer les Français (oui nous aimons qu'on brandisse le drapeau tricolore sous la mitraille) sert à imposer les recettes ultra-libérales que, dans sa grande majorité, le peuple français rejette depuis un quart de siècle avec constance et détermination.

La France, sous Jacques Chirac, n'avait pas d'opposition démocratique. Elle n'a plus de président. Nous devons prendre peur, face à ce vide politique croissant.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. le débat organisé le 4 octobre au Centre Pompidou sur « *La remobilisation du politique au service de l'absence de politique* » : <http://gauchet.blogspot.com/>